

Pour citer cet article :

SLIM A. [2015], « Renouveau de la décroissance : qu'apportent les auteurs français ? », *Économie appliquée, ISMEA*, Tome LXVIII, n°1, pp. 5-32.

RENOUVEAU DE LA DECROISSANCE : QU'APPORTENT LES AUTEURS FRANÇAIS ?

Assen SLIM

INALCO, ESSCA, Chercheur au CEMI (EHESS-Paris)

Résumé

Cet article s'intéresse aux travaux des auteurs français contemporains en faveur de la décroissance. Ces auteurs défendent l'idée selon laquelle les modèles de croissance de nos sociétés contemporaines sont écologiquement insoutenables et socialement injustes. En cela, ils s'inscrivent dans la continuité d'une tradition critique plus ancienne ayant émergé dès les années 1960. Le présent article se propose de recenser les idées avancées par les auteurs français, d'en repérer les références théoriques plus anciennes mobilisées et d'en exposer les limites.

Abstract

This article is focused on the work of contemporary French authors on Degrowth. The main idea of these authors is based on the view that all existing growth models are both ecologically unsustainable and socially unjust. French authors are following an older tradition of criticism which was developed since the 1960s. This article presents the French proponents of degrowth and their main ideas, explores the theoretical pillars of their approaches and analyzes their limits.

Mots-clés

Décroissance, régime de croissance, durabilité, transition.

Keywords

Degrowth, Growth regime, sustainability, transition

Codes JEL : O44, O49, Q01, Q56

Introduction

La décroissance, expression apparue dans les années 1960 qui rejette l'idéal de croissance, repose sur l'idée qu'il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini, le concept de décroissance se présente comme une critique radicale des modes d'organisation des sociétés contemporaines. Les aspects les plus négatifs en sont ainsi dénoncés : épuisement des ressources énergétiques, dégradation de l'environnement, aggravation des inégalités sociales, pillage des pays de Sud... Au début des années 2000, cette pensée connaît un regain de vigueur en France avec des auteurs qui rejettent avec force l'hypothèse que la durabilité puisse aller de pair avec la croissance. Alors qu'elle aurait pu être perçue positivement par ces derniers, la notion de développement durable focalise au contraire sur elle les critiques les plus dures. Il lui est principalement reproché de ne pas remettre en cause la société de croissance en relativisant les contraintes imposées par la crise de l'environnement. « Avec le développement durable, on vend de la croissance en la faisant passer pour une protection de l'environnement » [Perrot M.-D. (2009), p. 2]. Le développement durable apparaît ainsi aux yeux des défenseurs de la décroissance au mieux comme une « opération cosmétique » [Cheynet V. (2008), p. 78], un discours qui prescrit « qu'il faut ralentir le cours destructeur de l'économie mondialisée, sans remettre ce cours en question » [Perrot M.-D. (2009), p. 3] et au pire comme un « constat d'échec » [Ridoux N. (2006), p. 31], une « chimère malfaisante » [Blamont J. (2004), p. 18], un « programme anthropophage et dévastateur » [Perrot M.-D. (2009), p. 2], un « mythologie programmée » [Perrot M.-D., Rist G., Sabelli F., (2009), p. 125], un « mot poison » [Cheynet V. (2008), p. 64] qui « se fonde sur la négation de l'individu et de l'humain » [Rabhi P. (2011), p. 1], voire un « oxymore » ou une « antinomie », i.e. une juxtaposition de deux mots contradictoires (Latouche S. [2003b], p. 23). En cela, les auteurs français de la décroissance s'inscrivent dans la droite file de la critique formulée par les concepteurs de cette notion : le développement durable étant en effet considéré comme « l'un des concepts les plus nuisibles » [Georgescu-Roagen N. (1991), p. 5]

La présente étude prend pour point de départ le discours critique formulé par les auteurs français en faveur de la décroissance à l'encontre de la notion de durabilité. Toutefois, face à la diversité des approches, il apparaît difficile, voire impossible de fédérer ces auteurs en une « école » unique de la décroissance. En conséquence, un travail d'identification des auteurs français et de classement en fonction de leur(s) courant(s) d'appartenance est réalisé ici. Les apports nouveaux de ces auteurs ainsi que les reformulations contemporaines des idées classiques

de la décroissance sont alors présentées : « simplicité volontaire », « localisme », « autoproduction » et « gratuité ». Sur le plan théorique, les auteurs français en faveur de la décroissance s'appuient sur une tradition critique plus ancienne qui est rappelée ici : critiques du « système technicien » (Ellul), du « travail salarié » (Gorz, Illitch), de la société industrielle (Illitch) et du « paradigme économiste » (Georgescu-Roegen).

Toutefois, malgré l'originalité de certaines d'entre elles, les approches des auteurs français présentent des faiblesses et n'échappent finalement pas aux critiques générales adressées à l'encontre de la notion de décroissance dans son ensemble : faiblesse en matière de prise en compte de la diversité des régimes de croissance, faiblesse en matière d'analyse du changement systémique, faiblesse sur les bienfaits supposés du localisme et faiblesse dans l'interprétation de la loi de l'entropie.

Sur le plan pratique, les auteurs français en faveur de la décroissance proposent une alternative au développement durable basée sur la « simplicité volontaire », le « localisme » et l'autoproduction ». Bien que n'étant pas exempt de limites, l'objection de croissance a un impact profond sur le discours de durabilité.

La pensée française contemporaine en faveur de la décroissance

Plusieurs auteurs français se revendiquent de la décroissance. Bien que partageant une dénonciation commune de l'objectif de croissance économique, ces auteurs ne constituent pas pour autant une école de pensée unifiée. Il est possible de distinguer plusieurs courants parmi eux. Il en émerge une diversité des approches et des idées développées.

Typologie des auteurs

Si *Le Robert* définit la décroissance comme « l'état de ce qui décroît », le mouvement français contemporain de la décroissance s'appuie plutôt sur un rejet de l'idéal de croissance. Il s'inscrit en cela pleinement dans la tradition critique de la décroissance développée dès les années 1960. Toutefois, les arguments des auteurs français sont loin de se présenter comme un corpus unifié, mais plutôt comme une pensée collective hétérogène en pleine croissance et qui s'élabore au fil du temps. La décroissance est portée en France par une multitude d'acteurs venant de champs disciplinaires variés (économie, sociologie, écologie, politique), n'hésitant pas à se fédérer en groupes de réflexion et en associations (*Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement*, *Institut pour la décroissance*, *La ligne d'horizon*), organisant des séminaires et colloques internationaux

(le premier en France datant de 2002 à l'Unesco et intitulé « Défaire le développement, refaire le monde »), multipliant les « marches pour la décroissance » (de Lyon à Magny-Cours en juin 2005, en Charente-Maritime en août 2006) animant un foisonnement de sites Internet spécialisés (*ladecroissance.org* ; *decroissance.info* ; *ladecroissance.net*) et publiant des revues (*The Ecologist*, *Silence*, *La Décroissance*). En avril 2007, la décroissance est même entrée en politique avec la création, à Dijon, du Parti pour la décroissance (PPLD) et d'un Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) tous deux regroupés au sein de l'Association d'objecteurs de croissance (ADOC). Fréquemment, les médias relatent les nouvelles pratiques de ces citoyens qui n'hésitent plus à faire leur compost eux-mêmes, récupérer l'eau de pluie, et dans les cas les plus extrêmes à détruire leurs cartes bancaires, fouiller (par choix) les poubelles ou bien encore à aller habiter dans une yourte en pleine montagne.

Si l'on devait établir une typologie des courants qui structurent la pensée française de la décroissance, il faudrait alors en distinguer quatre principaux. Bien sûr, toute classification reste contestable en fonction des critères retenus.

Le premier courant vient de l'anthropologie. Il est porté principalement par S. Latouche, P. Ariès, J.-L. Sagot-Duvaurox, M.-D. Perrot et dans une moindre mesure par C. Comelieu et se situe à la jonction des pensées critiques de l'aliénation (Feuerbach, Marx, Engels) et de la société de consommation (Galbraith, Baudrillard, Lefèbvre). *L'Homo œconomicus* y est perçu comme « contingent », c'est-à-dire que sa représentation du monde n'est pas indépendante d'un ensemble de valeurs dont il est porteur. Cette approche débouche sur une critique plus générale de la société dans son ensemble, prisonnière de valeurs (consumérisme, productivisme) dont elle doit se libérer pour parvenir à identifier « ses désirs authentiques » (d'après l'expression de l'auteur américain M. Postone [2009]). M.-D. Perrot propose ainsi de « décroire », néologisme impliquant « un processus de dégrisement, de désintoxication, mais non pas de désenchantement. Décroire, ce n'est pas échapper au phénomène de croyance en général » [Perrot M.-D. (2009), p. 1]. « En décolonisant notre imaginaire » des valeurs prédéterminées qui s'y trouvent, la décroissance rendrait possible l'avènement d'un monde alternatif [Latouche S. (2003a)].

La deuxième tendance, portée entre autres par V. Cheynet, B. Clémentin, D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider et S. Lavignotte, s'inscrit dans la filiation des critiques de la société « technicienne » (Ellul, Illich, Gortz). J. Ellul a consacré une partie importante de ses travaux à dénoncer les dangers d'une société technicienne qui asservit plus qu'elle ne libère. I. Illich n'a eu de cesse, pour sa part, de remettre en cause l'illusion de bien-être apportée par le « progrès technique » qui est finalement responsable d'une dégradation généralisée de nos modes de vie. Quant à A. Gorz, il tient la technique pour responsable de l'émergence d'inégalités et d'exclusions

nouvelles pour la partie de la population qui n'y a pas accès ce qui amène l'auteur à conclure que la « richesse rend pauvre » [Gorz (1978)]. Dans cette filiation, V. Cheynet écrit que « la décroissance est certes vitale pour des raisons écologiques, mais c'est d'abord son caractère d'émancipation sociale et humaine qui la motive » [Cheynet V. (2008), p. 55]. En ce sens, la décroissance « appelle à une émancipation des besoins marchands et des techniques industrielles qui permettrait d'ouvrir de nouveaux chemins pour l'évolution de nos sociétés » [Bayon D., Flipo F., Schneider F. (2012), p. 32].

La troisième tendance est d'origine environnementale, est le point d'entrée d'un grand nombre d'auteurs : citons N. Mansoux, Y. Cochet et B. Mylondo et dans une moindre mesure J. Gadrey et D. Méda (ces derniers préférant parler de « post-croissance » plutôt que de décroissance). Partant du constat que le productivisme économique dégrade les écosystèmes, cette approche voit dans la décroissance le moyen le plus sûr de réduire l'influence de l'homme sur la nature. J. Gadrey et N. Mansoux, par exemple, soutiennent que « pour contrer les risques écologiques qui commencent déjà à exercer leurs effets, il faut engager un virage antiproductiviste, une transformation radicale des modes de production et de consommation, et une forte réduction des inégalités » [Gadrey J., Mansoux N. (2012), p. 8]. S'appuyant sur des notions comme l'empreinte écologique et l'effet-rebond, Y. Cochet présente la décroissance comme « géologiquement » inévitable [Cochet Y. (2005)]. M. Husson et J. Cossard insistent sur l'incompatibilité entre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre formulés par le GIEC (tous *scenarii* confondus) et la poursuite de la croissance économique : « les objectifs de réduction de CO₂ fixés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) semblent donc hors d'atteinte, à moins d'une inflexion monumentale du rythme de croissance, voire d'une inversion » [Cossart J., Husson M. (2010), p. 3]. Cette approche trouve un écho dans les notions de « dette écologique », « justice climatique » et « accumulation par contamination » défendue par J. Martinez-Alier. D'après cet auteur « les profits capitalistes augmentent avec la capacité de se débarrasser des déchets à un coût faible ou nul », ce qui revient à contracter une dette écologique » qui devra tôt ou tard être remboursée [Martinez-Alier J. (2011), p. 133].

La quatrième tendance, portée entre autres par P. Rabhi, J. Blamont, N. Ridoux et P. Viveret est celle de la recherche du sens de la vie. La simplicité volontaire est ainsi perçue comme le moyen de se libérer de l'« avoir toujours plus » et de laisser venir à soi l'équilibre intérieur, l'harmonie avec la nature et l'écoute des autres êtres humains [Rabhi P. (2011)]. Dans cet esprit N. Ridoux estime que « le développement humain ne passe jamais par l'abondance de biens matériels, mais bien par celle de biens relationnels » [Ridoux N. (2006), p. 26]. L'un des mots d'ordre de la décroissance est ainsi « moins de biens, plus de liens » [selon l'expression de

Ariès P. (2005)]. Ce courant français, basé sur la recherche de sens, est celui qui se rapproche le plus de la notion américaine de « cultural creatives » mis en lumière au début des années 2000 [Ray H. et Anderson S. R. [2001]).

Comme le souligne F. Flipo, ces courants, sans être forcément concurrents ni divergents n'excluent pas « des tensions qui peuvent être assez forte entre ses différentes tendances » [Flipo F. (2009), p. 27]. Toutefois, ces courants, malgré leur diversité partagent un dénominateur commun qui est une opposition ferme à la croissance, ou plus exactement « à l'indice de croissance, à la croissance démesurée, au productivisme à tout crin et plus fondamentalement au développement » [Perrot M.-D. (2009), p. 1].

Les idées défendues par les auteurs français de la décroissance

Les auteurs français en faveur de la décroissance rejettent définitivement l'hypothèse de durabilité telle qu'elle est défendue par les tenants du développement durable. Ils ne proposent pas d'alternative clé en mains mais plutôt une série de solutions pratiques et originales comme la simplicité volontaire, l'autoproduction & le localisme et une redéfinition de l'usage des biens.

Première solution : la « simplicité volontaire » (appelée aussi « sobriété heureuse »). Cette préconisation n'est pas nouvelle puisque bon nombre de religions, par exemple, cherchent à faire de la pauvreté vertu. Il est possible toutefois d'opérer une distinction car, dans le cas des auteurs français, la « simplicité volontaire » ne se résume pas au rejet du superflu pour des raisons morales, éthiques ou religieuses. L'approche par la « simplicité volontaire » vise à réduire les consommations jugées superflues tout en maintenant celles qui paraissent souhaitables car nécessaires. La décroissance, en tant que projet politique, représente donc une invitation à repenser les modes de consommation. Mais cette volonté de réduction de la consommation s'inscrit dans une perspective particulière : « la décroissance consiste à mener, parallèlement à la lutte contre la misère, un combat contre la richesse matérielle qui s'inscrit lui-même dans la volonté de décroissance des inégalités et aussi la lutte contre les modes de vie ravageurs pour l'environnement » [Cheynet V. (2008), p. 105]. La modération de la consommation s'inscrit ainsi dans une perspective de réduction des inégalités sociales et économiques associée à la lutte contre les dégradations de l'environnement. La simplicité volontaire consiste donc à choisir la sobriété contre une consommation jugée aliénante, destructrice socialement et écologiquement. En ce sens, P. Rabhi évoque « un engagement de vie fondé sur la sobriété heureuse » et considère qu'« ainsi, la sobriété devient le maître mot pour comprendre la décroissance » [Rabhi P. (2011),

p. 1]. Dans cette perspective, les auteurs français en faveur de la décroissance (tous courants confondus) préconisent de se débarrasser de la voiture, du téléphone portable, ou de ne plus faire de courses au supermarché.

Ensuite, il doit être associé à la simplicité volontaire la logique d'autoproduction et de relocalisation des activités. Les tenants français de la décroissance encouragent d'abord la production individuelle de services pour soi-même. La production issue d'un potager cultivé par chaque citoyen représenterait une source non négligeable d'affranchissement de la société de consommation (à ce titre, il est prôné une réorientation des habitudes alimentaires avec notamment une réduction de la consommation de viande). Cette production en propre, en favorisant les échanges directs entre individus, contribuerait à se dégager du système traditionnel de distribution et de consommation et permettrait, d'après les auteurs français en faveur de la décroissance, de s'affranchir des dérives consuméristes et en particulier de la publicité. Les auteurs français s'inscrivent ainsi dans la lignée des mouvements de critique de la publicité qui dénoncent l'agression perpétuelle qu'elle représente. Le journal *La Décroissance* est d'ailleurs publié par le mouvement *Casseurs de Pub*. La publicité y est critiquée pour l'invasion de l'espace public et de la vie courante (panneaux publicitaires, médias, internet, etc.), mais surtout pour son influence sur le comportement des citoyens. Les auteurs français en faveur de la décroissance encouragent ensuite la relocalisation des activités au plus près des lieux d'habitation, ce qui induit une sortie des grands centres urbains comme le souligne P. Rabhi : « pour la décroissance soutenable, il faut également relocaliser l'économie, faciliter l'installation de petites structures agricoles à taille humaine et renoncer à ses monstruosité industrielles où des millions de créatures perçues comme des protéines souffrent le martyr pour alimenter nos insatiables mandibules » [Rabhi P. (2011), p.2].

Enfin, les auteurs français (en particulier J.-L. Sagot-Duvaouroux et P. Ariès) proposent l'introduction de la gratuité dans nos sociétés : « Le capitalisme s'est fondé sur le respect de la propriété privée. (...) L'hyper capitalisme est fondé sur le refus de toute gratuité » [P. Ariès (2007), p. 34]. P. Ariès considère que le capitalisme a récemment franchi une étape en cherchant à faire disparaître la gratuité. D'après l'auteur, la gratuité serait un moyen efficace pour redéfinir la frontière de l'« empire marchand » ou encore un « instrument de conquête de l'être sur l'avoir » (*Ibid.* p. 34). Promouvoir la gratuité permettrait d'endiguer la dérive de la notion de bien-être vers la notion de « bien-avoir ». L'émergence de la société de consommation de masse est rendue responsable de la disparition des anciens modes de vie. L'introduction de la gratuité passe alors par le retour de la notion d'*usager* préférée à celle de *consommateur*. D'après J.-L. Sagot-Duvaouroux,

l'usager disposerait d'une capacité de réflexion sur la nécessité de son acte, sur les conséquences collectives de son action et bien évidemment sur la possibilité de définir de bons et de mauvais usages : « il s'agit donc de réinventer un autre mangeur derrière le consommateur de produits alimentaires, de réinventer un nouveau patient derrière le consommateur de soins (para)médicaux, de réinventer un nouvel élève derrière le consommateur de cours, etc. » [P. Ariès (2007), p. 35]. Il ressort de cette approche, que les gratuités existantes (comme celles de certains services publics par exemple) devraient être défendues. En parallèle, le « mésusage » (mauvaise utilisation des ressources) devrait être surtaxé. D'après P. Ariès, des tarifs progressifs pourraient être définis en fonction des niveaux d'utilisation des ressources, un renchérissement en fonction de l'usage. « Pourquoi paierait-on le même prix le litre d'eau pour son ménage et pour remplir sa piscine privée ? Pourquoi payer l'essence le même prix pour se rendre au travail ou en vacances, pour transporter des marchandises ou des humains ? » [P. Ariès (2007), p. 37]. Cette approche conduit à une tarification discriminante des biens et des services basée sur la définition de ce qui serait considéré comme de bons ou de mauvais usages.

Aux racines théoriques des approches françaises de la décroissance

Les idées développées par les différents courants français en faveur de la décroissance plongent leurs racines dans un terreau plus ancien, plus général, et sans cesse rappelé par les auteurs français. Sans prétendre ici revenir de manière exhaustive sur la littérature critique des années 1960, nous insisterons sur quatre axes théoriques qui nous paraissent essentiels pour comprendre l'articulation de la pensée française en faveur de la décroissance : la critique du salariat, la critique de la société industrielle, la critique de la « société technicienne » et la critique du paradigme économiste.

La critique du salariat

Tous les courants français de la décroissance s'accordent sur deux points : la croissance détruirait plus d'emplois qu'elle n'en créerait ; le salariat (82,5 % de la population active dans les pays de l'OCDE en 2008) serait un instrument de domination et d'aliénation du travailleur. Cela les amène à prôner une nécessaire sortie de nos sociétés productivistes afin de donner un statut nouveau au travail.

Premièrement, les auteurs français pour la décroissance reprochent à la croissance d'avoir un impact négatif sur l'emploi. A. Gorz, figure de l'écologisme radical des années 1970, est le premier à avoir défendu cette hypothèse. Suivant en cela K. Marx, cet auteur estime que la croissance, synonyme de poursuite effrénée de gains de productivité sans cesse plus élevés, stimule l'évolution des techniques et ne peut conduire qu'à une réduction de la quantité de travail nécessaire pour produire un volume donné de marchandises : « plus la productivité du travail augmente, plus faible devient le nombre d'actifs dont dépend la valorisation d'un volume donné de capitaux » [Gorz A. (2007), p. 52]. En d'autres termes, nos sociétés arrivent à créer toujours plus de richesses en utilisant toujours moins d'heures de travail. Dans ces conditions, il devient rigoureusement impossible de rétablir le plein-emploi par une croissance économique quantitative. « L'évolution des techniques semble éliminer l'homme dans tous les domaines » déplore P. Ariès qui donne une liste non exhaustive des dégradations subies par le travail : « la casse des identités professionnelles et des structures de métier, le développement de la précarité (*via* la multiplication des contrats atypiques), la déqualification rampante des personnels et la baisse relative des salaires, le chômage de masse, etc. » [Ariès P. (2007), p. 100]. Ces dégradations ne seraient que les signes avant-coureurs de la « fin » ou de « l'abolition » du travail au sein même de nos sociétés dites travaillistes : « nous serions tous des chômeurs en puissance », [Ariès P. (2007), p. 107].

Deuxièmement, le salariat est perçu comme un instrument d'aliénation du travailleur conduisant à tous les excès : « La tragédie du salariat est une longue histoire de dépouillement » [Ariès P. (2007), p. 99]. Le travailleur y est dépouillé « de ses instruments de production, du fruit de son travail, de son identité professionnelle, de sa culture de métiers, de son langage, de ses solidarités, de ses collectifs... » et l'auteur de conclure finalement que le salariat « n'est imposé que pour le maintenir dans la sujétion ». Avec le salariat, le travailleur perdrait toute liberté d'action autonome. La faute en incombe au capitalisme lui-même et la référence à A. Gorz est à ce titre à nouveau incontournable. Selon ce dernier, la généralisation progressive du travail salarié dans le capitalisme amène les travailleurs à exécuter des tâches dont ils ne contrôlent ni l'organisation, ni le but. Leurs capacités d'action autonome se trouvent alors réduites, voire annihilées, par des forces qui dépassent leur contrôle, réduisant finalement leurs libertés de choix à des options simples : consommer ou se divertir : « le travail marchandise engendre le pur consommateur dominé qui ne produit plus rien de ce dont il a besoin. L'ouvrier producteur est remplacé par le travailleur consommateur. Contraint de vendre tout son temps, de vendre sa vie, il perçoit l'argent comme ce qui peut tout racheter symboliquement » [Gorz A. (2008), p. 134].

Partant de là, le préalable à toute société de décroissance serait de rendre aux individus leurs capacités d'action autonome. Cette position défendue par les auteurs français en faveur de la décroissance les amène à rejeter vivement toutes les gauches (« gestionnaire », « radicale », « altermondialiste », « keynésienne », etc.) et même le syndicalisme salarial, incapables à leurs yeux de penser autrement le travail que dans une société fondée sur l'identité salariale. Par opposition, les auteurs français pour la décroissance prônent un changement social « non réductible à un replâtrage du système » [Latouche S. (2007), p. 15]. Une nécessaire sortie de nos « sociétés travaillistes » constitue pour ces derniers la condition *sine qua non* de sauvetage du travail. On entend ici par « société travailliste », une société caractérisée par la division du travail et visant à la fois le plein-emploi des facteurs de production et l'amélioration permanente de leur productivité. Toute mesure réduisant « la sphère de nécessité » (i.e. le travail contraint) et favorisant l'expansion de « la sphère de l'autonomie » (le temps libre) va dans le bon sens. Ainsi, les auteurs français en faveur de la décroissance sont plutôt favorables à la réduction du temps de travail (RTT) ou à la mise en place d'un revenu minimum garanti. A. Gorz lui-même, après avoir longtemps fustigé ceux qu'il appelait « travaillistes » parce qu'ils voulaient réduire la durée du travail pour que chacun ait un emploi, a finalement défendu la RTT qu'il comparait à un « nouveau contrat social » [Gorz A. (1991), chap. 9]. Mais pour lui comme pour ses successeurs, ces mesures ne sont pas suffisantes pour « libérer » l'individu des contraintes qui pèsent sur lui dans la société travailliste : « l'accent porte moins sur la libéralisation *dans* le travail et d'avantage sur la libération *du* travail » [Gorz A. (1988), p. 80]. Dans cette filiation, S. Latouche propose de redéfinir la place du travail dans la société : « la question fondamentale n'est donc pas le nombre exact d'heures nécessaires, mais la place du travail comme 'valeur' dans la société » [Latouche S. (2007), p. 18]. Or cette nouvelle place du travail ne peut être trouvée qu'au terme d'un processus de « démarchandisation » de ce dernier (Latouche) ou encore de sortie de la division du travail (Ariès). On débouche alors sur une société de décroissance, située au-delà des rapports marchands.

La critique de la société industrielle

C'est I. Illitch qui est l'auteur de référence dans ce domaine. Le concept de « contre-productivité » occupe une place centrale dans sa critique des sociétés industrielles. D'après lui, les sociétés industrielles ont tendance à développer les moyens (tels que les outils, les mécanismes, les organisations) démesurément. Au-delà d'un seuil, l'auteur montre que ces moyens deviennent contre-productifs, créent le contraire de ce qu'ils sont censés procurer et contribuent à détruire le

lien social en aggravant les inégalités. C'est en ce sens que l'industrie automobile, les transports, les communications, le secteur de l'éducation, la médecine... peuvent devenir contre-productifs. L'exemple des transports est de ce point de vue emblématique : « l'Américain moyen consacre plus de 1600 heures par an à sa voiture. Il y est assis, qu'elle soit en marche ou à l'arrêt ; il la gare ou cherche à le faire ; il travaille pour payer le premier versement comptant ou les traites mensuelles, l'essence, les péages, l'assurance, les impôts et les contraventions. De ses 16 heures de veille chaque jour, il en donne 4 à sa voiture... » [Illitch I. (1973b), p. 10]. Au final, il dépense 1600 heures chaque année pour parcourir 10 000 kilomètres... Ce qui représente une moyenne de 6 kilomètres à l'heure. Et d'ajouter que « dans un pays dépourvu d'industrie de la circulation, les gens atteignent la même vitesse, mais ils vont où ils veulent à pied, en y consacrant non plus 28 %, mais seulement 3 à 8 % du budget-temps social » [Illitch I. (1973b), p. 10]. Ainsi, la différence entre les sociétés industrielles et celles qui ne le sont pas tient au fait que plus d'heures sont dévolues à consommer « de fortes doses d'énergie conditionnées et inégalement réparties par l'industrie » (*Ibid.*). Au-delà d'un certain niveau, la production sans cesse accrue de marchandises ou de services devient un objet d'aliénation. Le modèle productif devient en ce sens contre-productif : « Lorsqu'une activité outillée dépasse un seuil défini par l'échelle ad hoc, elle se retourne d'abord contre sa fin, puis menace de destruction le corps social tout entier. » [Illitch I. (1973a), p. 11].

La critique de la société technicienne

Un grand nombre d'auteurs français de la décroissance se prononcent contre la « société technicienne » selon l'expression de J. Ellul. Cet auteur n'a eu de cesse de dénoncer l'importance prise par les techniques dans nos sociétés et ses travaux ont considérablement influencé le discours de l'objection de croissance. Les arguments avancés peuvent être résumés en trois points.

Premièrement, J. Ellul distingue la technique de la machine : la première étant une méthode en vue d'un résultat, un agencement de moyens en vue d'atteindre une fin tandis que la seconde n'étant qu'un appareil servant à effectuer certaines tâches. Il apparaît alors que le domaine d'application de la technique dépasse très largement celui de la machine. La science elle-même serait, selon l'auteur, « devenue un moyen de la technique » [Ellul J. (1954)].

Deuxièmement, J. Ellul fait une distinction entre l'« opération technique » et le « phénomène technique » et défend l'idée que « le phénomène technique actuel n'a rien de commun avec les techniques des sociétés antérieures » [Ellul J. (1988), p. 267]. L'opération

technique correspond à tout travail (complexe ou simple) réalisé en suivant une méthode donnée dans le but d'atteindre un résultat (tailler un silex, tanner une peau, piloter un avion, conduire une machine, etc.). Chaque société a toujours déterminé les opérations techniques en fonction de ses besoins mais aussi en fonction de ses valeurs. De tout temps il est arrivé que des techniques soient volontairement réfrénées ou abandonnées. Toutefois, l'époque moderne se caractériserait selon J. Ellul, par une « prise de conscience » des avantages que l'on peut tirer de techniques de plus en plus performantes et par une recherche systématique de l'« efficacité maximale ». On bascule alors dans le « phénomène technique », c'est-à-dire une situation dans laquelle la technique est érigée au rang de valeur suprême par la volonté collective et ce, au détriment de toutes les autres valeurs humaines.

Troisièmement, le phénomène technique acquiert progressivement de nouvelles caractéristiques comme « l'autonomie, l'unité, l'universalité, la totalisation, l'auto-accroissement, l'automatisme, la progression causale et l'absence de finalité » [Ellul J. (1988), p. 56]. Dès lors, la nécessité d'un perfectionnement incessant des techniques s'enchaîne d'elle-même tuant ainsi progressivement toute autre option. Les techniques s'emparent alors de toutes les sphères du vivant et finissent par s'engendrer elles-mêmes en dehors de toute autre finalité que celle de l'efficacité optimale. La conséquence ultime de cette « autonomie auto-référentielle » du phénomène technique est la constitution d'un « système technique », c'est-à-dire d'une sorte de mise en relation de toutes les techniques constituant un réseau objectif, autonome et indépendant : « le système est lui-même composé de sous-systèmes : système ferroviaire, postal, téléphonique, aérien, système de production et distribution de l'énergie électrique, processus industriel de production automatisée, etc. Ces sous-systèmes se sont organisés, adaptés, modifiés progressivement afin de répondre aux exigences provenant entre autres de la croissance de la dimension de ces sous-systèmes, et de la relation qui s'établissait peu à peu avec les autres ». Le système technique devient « l'élément enveloppant à l'intérieur duquel se développe notre société ». Les techniciens ne disposent plus que de connaissances parcellaires sur le système total et ne peuvent chacun en appréhender qu'une toute petite partie. L'homme lui-même devient un simple rouage au service du système : « il n'y a pas d'autonomie de l'homme possible face à l'autonomie de la technique » [Ellul J. (1954), p. 126]. L'informatique enfin, par sa capacité même à tisser des liens entre toutes les techniques, constituerait d'après l'auteur la technique autorisant « l'achèvement du système ». On atteint alors une société dans laquelle l'ordre technique détient le contrôle social absolu, dans laquelle « nous n'avons plus rien à perdre et plus rien à gagner, nos plus profondes impulsions, nos plus secrets battements de cœur, nos plus intimes passions sont connues, publiées, analysées, utilisées. L'on y répond, l'on met à ma disposition exactement ce

que j'attendais et le plus suprême luxe de cette civilisation de la nécessité, est de m'accorder le superflu d'une révolte stérile et d'un sourire consentant » [Ellul J. (1954), p. 388]. Enfin, Ellul dénonce l'avènement d'un « discours séducteur des techniques » relevant d'un « bluff technologique » qui vise à favoriser l'adhésion de tous au système technique afin d'en faciliter l'expansion [Ellul J. (1988)].

Toutefois, alors qu'il y a un certain fatalisme chez J. Ellul pour qui l'achèvement du système technique est inéluctable, il y a chez les auteurs français contemporains en faveur de la décroissance l'idée qu'il est possible de dévier le cours du système technique car « la mégamachine n'est pas un monstre en apesanteur, elle est solidement ancrée à notre imaginaire » [Latouche S. (2004), p. 32]. C'est pour cette raison que les tenants français de la décroissance appellent à sortir du mythe du progrès : « Décoloniser cet imaginaire est une tâche urgente à accomplir pour neutraliser les dangers potentiels de cette créature dès lors qu'elle menace de se retourner contre son créateur » [Latouche S. (2004), p. 32].

La critique de l'économisme

« C'est précisément sur le registre de ces croyances que les objecteurs de croissance fondent leur combat contre la dictature de l'économisme » [Besson-Girard J.-C. (2007), p. 5]. En ce sens, les auteurs français en faveur de la décroissance ne voient pas le monde de la même manière, ne croient pas aux mêmes choses et, en un mot, ne partagent pas le même « paradigme » que les économistes. Le terme paradigme est utilisé ici au sens de *Weltanschauung* (vision du monde) défini par T. Kuhn comme l'ensemble de croyances, d'expériences et de valeurs qui influence la façon dont l'individu perçoit la réalité et réagit à cette perception [Kuhn T. (1962)]. Cette manière particulière de s'opposer en bloc à toute approche économique de la croissance trouve son origine dans les travaux de N. Georgescu-Roegen qui a le premier dénoncé le paradigme « mécaniste » des économistes. D'après lui, le processus économique dans son ensemble serait toujours pensé par les économistes comme un modèle économique autonome et se suffisant à lui-même : « preuve en est – et elle est éclatante – la représentation dans les manuels courant du processus économique par un diagramme circulaire enfermant le mouvement de va-et-vient entre la production et la consommation dans un système complètement clos » [Georgescu-Roegen N. (1979), p. 65]. L'école néoclassique, qui prétend faire de la science économique « la mécanique de l'utilité » [Jevons W. S. (1871)] est particulièrement visée par ce constat. Mais les économistes marxistes n'échappent pas non plus à ce biais puisque leur fameux diagramme de reproduction introduit par K. Marx représente également le processus économique

comme un mouvement parfaitement circulaire et déconnecté de l'écosystème naturel. Ce premier constat explique donc pourquoi les tenants de la décroissance ont tendance à mettre « tous » les économistes dans le même sac et à considérer que la science économique (tous courants confondus) présente la fâcheuse tendance de vivre « hors sol » [Cheynet V. (2008), p. 18]. L'un des objectifs que se sont assignés les auteurs français en faveur de la décroissance consiste donc à remettre les économistes les pieds sur Terre, c'est-à-dire à repenser les croyances sur lesquelles repose la science économique dans son ensemble.

N. Georgescu-Roegen se proposait alors de reconstruire le paradigme de la science économique sur la base de la thermodynamique et non de la mécanique. Pour ce faire, l'auteur est d'abord contraint de déconstruire « l'un des mythes les plus tenaces » des économistes consistant à croire qu'« il convient de mesurer les ressources en termes économiques, et non point en termes physiques » [Georgescu-Roegen N. (1979), p. 101]. Au contraire, il considère que les ressources physiques doivent en priorité être mesurées en termes physiques. L'auteur rappelle alors les deux lois de la thermodynamique. La première est une « loi stricte de conservation » qui garantit que dans tout système isolé (comme l'est la Terre par exemple) la quantité de matière et d'énergie reste constante. Selon cette loi, rien ne se perd, rien ne se crée et tout se transforme. Cette première loi rend possible que tout processus (y compris économique) « puisse avoir lieu dans un sens ou dans l'autre, de telle sorte que tout le système revienne à son état initial, sans laisser aucune trace de ce qui est advenu » [Georgescu-Roegen N. (1979), p. 95]. La deuxième loi, dite de l'entropie, introduit une distinction nouvelle entre énergie *utilisable* et énergie *inutilisable*. Tout processus (y compris économique), rendu possible par la première loi, transforme de manière irréversible de l'énergie et de la matière utilisables (dites de *basse entropie*) en énergie et matière inutilisables (dites de *haute entropie*). L'entropie du système, lorsque celui-ci est isolé (comme l'est la planète Terre), augmente alors continuellement et irrévocablement vers un maximum qui correspond à une situation où toute l'énergie et la matière utilisable et accessible a complètement disparu. « En conséquence, le destin ultime de l'univers n'est pas la 'Mort Thermique' (comme on l'avait d'abord cru) mais un état plus désespérant : le Chaos » [Georgescu-Roegen N. (1979), p. 96].

Héritiers de cette pensée, les auteurs français en faveur de la décroissance rejettent la croissance économique du fait même des limites physiques de la Terre.

Limites et impact des approches françaises de la décroissance

Si la proposition de la décroissance, consistant comme le dit V. Cheynet à « réinsuffler dans la société de l'esprit critique face à la pensée dogmatique et aux discours de propagande », paraît à première vue souhaitable, le passage à sa mise en œuvre individuelle et collective, en matière de consommation, paraît plus problématique. Les limites analysées ci-après ne sont pas propres aux approches françaises de la décroissance et portent sur l'idée de décroissance en elle-même : des solutions difficiles à mettre en œuvre ; une vision simplifiée des régimes de croissance ; une absence de réflexion sur la notion de changement systémique ; une lecture contestable de la loi de l'entropie.

Des solutions difficiles à mettre en œuvre

Comme l'indiquent les auteurs français en faveur de la décroissance eux-mêmes, la décroissance ne propose pas de système « clés en main », mais une série de solutions (présentées précédemment). Or ces solutions apparaissent difficiles à atteindre.

La simplicité volontaire, comme on l'a vu, ne cherche pas à stopper toute forme de consommation, mais à redéfinir les comportements de consommation. Le problème est double. D'un côté, les pays du Sud doivent accepter de ne pas voir leurs PIB/habitant croître. De l'autre côté, les pays du Nord doivent accepter de réviser à la baisse leurs modes de vie, ce qui est loin d'être réalisable : « l'idée que le sauvetage de la planète doit nécessairement se traduire par un puissant serrage de ceinture au Nord ne peut susciter qu'un enthousiasme très modéré parmi ceux qui n'ont pas le sentiment d'être aujourd'hui des privilégiés qui gaspillent de façon éhontée l'énergie et les matières premières » [Duval G. (2004), p. 5]. Ce défi d'une rééducation des consommateurs peut apparaître utopique dans des sociétés dans lesquelles la consommation dépasse la simple satisfaction de besoins et où elle est devenue un phénomène social et culturel.

Le localisme et l'autoproduction, présentés par les auteurs français de la décroissance comme des sources d'affranchissement de la société de consommation, portent en eux une contradiction. Sortir de l'agriculture « productiviste », qui mobilise en France 3 000 m² pour nourrir un habitant [Gaigne C. (2011), p. 97], pour aller vers une agriculture fractionnée composées de jardins cultivés privés ou communautaires (moins productifs), impliquerait automatiquement un étalement et donc un éloignement accru entre les individus-jardiniers avec finalement plus de distance à parcourir pour procéder aux échanges. Dans le contexte d'urbanisation croissante qui caractérise nos sociétés, localisme et autoproduction apparaissent difficiles à atteindre simultanément. Pour qu'une ville comme Paris, par exemple, puisse accéder à l'autosuffisance, il faudrait qu'elle s'étale sur soixante fois sa surface actuelle... [Bourdeau-

Lepage L. & Vidal R. (2012), p. 207]. Comme le soulignent L. Bourdeau-Lepage et R. Vidal, « partagés – mais partagés par tous – les jardins communautaires urbains ne pourraient répondre que d'une manière très anecdotique aux besoins alimentaires de la totalité des citadins » [Bourdeau-Lepage L. & Vidal R. (2012), p. 207].

Une vision simplifiée des régimes de croissance

La recherche effrénée de croissance, qui caractérise le capitalisme actuel, est considérée par les auteurs français en faveur de la décroissance comme la source de tous les maux : aggravation des inégalités entre pays et au sein même de chacun d'entre eux, paupérisation des classes moyennes là où elles existent, rupture des liens sociaux, insensibilisation de l'individu aux problèmes des autres (proches ou lointains), course à l'hyper-compétitivité avec « accélération des rythmes, délocalisations, flexibilité, chômage, précarisation, etc. » [Ridoux N. (2006), p. 32]. Pour sortir de ces maux, une seule issue logique semble aller de soi : la décroissance. Le changement envisagé s'apparente à une transition à partir d'un point de départ unique et connu (la croissance), vers un point d'arrivée unique et connu (la décroissance). S'inspirant d'I. Illitch, S. Latouche propose d'aller jusqu'à la suppression de l'aide publique au développement (APD) car elle véhiculerait des idéaux de croissance dans les Pays en développement (PED). Toutefois, ce raisonnement pose au moins deux problèmes. D'une part, il repose sur une vision étroite du concept de croissance, et d'autre part les maux décrits ne sont pas uniquement liés à la croissance.

Premièrement, la croissance « démesurée » décrite par les auteurs français, basée sur le « productivisme à tout crin », sur « la folle concurrence de tous contre tous » et sur la « logique d'accumulation sans limite » est plus largement inscrite dans un modèle de capitalisme de type libéral lui-même caractérisé par la primauté donnée au marché, la recherche permanente de flexibilité, l'ouverture systématique aux échanges extérieurs et la préférence pour la propriété privée. Or, ce modèle de capitalisme n'est exclusif ni dans l'espace, ni dans le temps. Il « coexiste », pour ainsi dire, avec d'autres modèles. Il est possible ainsi d'opposer « capitalisme anglosaxon » et « capitalisme Rhéna » [Albert M. (1991)] ou bien « économies de libre-marché » et « économies coordonnées de marché » [Hall P. A. & Soskice D. W. (2001)] ou bien encore capitalismes de « libre de marché », « européen », « social-démocrate », « asiatique » et « méditerranéen » [Amable B. (2005)]. L'intérêt de ces typologies est de montrer que chaque variante de capitalisme est caractérisée par une combinaison particulière de critères (degré de concurrence, rapport salarial, place du secteur financier, importance de la protection sociale et du système éducatif). « La » croissance est donc « plurielle » et présente des profils particuliers en

fonction des modèles de capitalisme dans laquelle elle est appréhendée. Elle peut être mesurée ou démesurée, redistributive ou génératrice d'inégalités, protectrice ou destructrice de l'emploi, à l'origine d'externalités négatives ou positives, etc. Tout dépend finalement de la combinaison institutionnelle dans laquelle elle est enchâssée. L'économie est « un processus institutionnalisé » écrivait K. Polanyi, c'est-à-dire qu'elle est toujours encadrée (ou englobée) dans des institutions économiques et non économiques [Polanyi K. (1957), p. 244]. En ce sens, « l'étude des questions économiques les plus diverses peut difficilement faire abstraction de l'importance des institutions » [Chavance B. (2007), p. 99].

Deuxièmement, si la croissance peut avoir des qualités, les maux décrits par les auteurs français en faveur de la décroissance ne sont pas uniquement issus de la seule croissance. Ils sont le résultat d'une multitude de causes : l'aggravation des inégalités peut trouver son origine dans un rapport salarial défavorable à certaines catégories de la population (femmes, jeunes, non diplômés, ruraux, personnes handicapées, etc.) ; la paupérisation et la rupture des liens sociaux peuvent résulter d'un affaiblissement des systèmes de redistribution ; l'épuisement accéléré des ressources naturelles peut provenir du comportement opportuniste et non encadré des agents économiques en matière d'environnement. D'une manière générale, les maux décrits par les auteurs français sont davantage imputables à des choix politiques qu'à la croissance elle-même qui en découle, ce que reconnaissent finalement certains d'entre eux : « La condition de la solidarité relève non pas de l'accroissement de la richesse mais clairement de choix de société » [Cheynet V. (2006), p. 26]. Ces auteurs ne s'opposent donc pas à « la » croissance dans l'absolu, mais à une organisation sociale particulière qui donne la primauté au marché sur l'Etat, à l'ouverture commerciale et à la propriété privée. De ce point de vue, leur approche est essentielle car elle permet de penser un autre monde, mais précisément, elle n'est pas la seule. D'autres courants critiques proposent également des issues alternatives à cette situation : courants altermondialistes, écologistes, institutionnalistes, du marxisme écologique pour ne citer que ceux là.

Une vision simplifiée des changements systémiques

L'une des faiblesses principales du mouvement de décroissance réside dans l'absence de scénario de transition. Sur la question du « comment faire ? », les réponses des auteurs français en faveur de la décroissance sont peu nombreuses et vagues au regard de l'enjeu crucial que représente la sortie d'un système d'organisation sociale. Ces réponses peuvent être classées en trois catégories : la réforme de l'économie vers des buts écologiques et sociaux (taxes vertes, taxe d'éco participation, permis d'émissions négociables, etc.) ; la mise en œuvre d'un éco-socialisme

(l'Etat compensant les effets sociaux désastreux de la décroissance) ; l'émergence et la généralisation progressive d'initiatives locales (coopératives, communautés ou regroupements par quartiers dans les villes cohabitant avec l'économie marchande traditionnelle dans le cadre d'une législation appropriée). Les trois pistes esquissées par les auteurs français en faveur de la décroissance négligent des aspects fondamentaux des phénomènes de transition qui sont rappelés ci-dessous.

Les expériences de changement systémique à travers l'histoire peuvent apporter des éléments intéressants pour la réflexion sur le passage à une société de décroissance. Elles montrent en général que la transition est loin d'être un processus linéaire et déterministe. Le socialisme réel pratiqué au XX^e s., par exemple, présenté comme une « transition » du capitalisme vers le communisme, n'a jamais su rompre radicalement avec les formes institutionnelles (formelles et informelles) et les organisations sociales héritées du passé : ainsi, le marché n'a jamais disparu dans les pays socialistes (l'auteur russe A. Kastelinboïgen [1978] allant même jusqu'à proposer une typologie à huit catégories de marchés dans le cas de l'URSS), la monnaie a perduré malgré les différentes tentatives pour en restreindre l'usage (en particulier dans la sphère de production), les cycles économiques se sont accentués (alors qu'ils étaient censés disparaître du fait même de la planification centralisée et impérative de la production) et enfin, la pénurie s'est généralisée là où l'abondance était attendue. On peut donc imaginer que l'avènement éventuel d'une société de décroissance n'effacerait pas toutes les formes institutionnelles et comportements hérités de la société de croissance.

Lorsque les pays européens du bloc de l'Est sortent du socialisme au début des années 1990, on se trouve à nouveau confronté à une expérience de changement systémique de grande ampleur. Les réformateurs libéraux de l'époque pensaient qu'il suffirait de détruire l'ancien (la planification et les institutions qui lui était associées) afin que le neuf (à savoir l'économie de marché) émerge spontanément. Il s'en est suivi une avalanche de réformes basées sur la libéralisation de l'économie, la stabilisation des variables macroéconomiques et la privatisation des entreprises publiques. Or là encore, les résultats obtenus sont bien loin des espérances : la privatisation d'une grande partie de l'économie n'a pas été suffisante en soi pour supprimer les anciens monopoles et apporter l'efficacité économique recherchée, en particulier lorsque la propriété s'est trouvée partagée par un nombre important de très petits actionnaires [Chavance B. & Magnin É. (1996)] ou bien lorsque les entrepreneurs se sont « enracinés » [Andreff W. (2007), p. 252]. D'après É. Magnin, le processus hongrois de privatisation, par exemple, aurait abouti dès 1993 « à la formation d'une structure de relations de propriété relativement compliquée, souvent croisées, entre de multiples acteurs, essentiellement publics, mais aussi privés » ([Magnin É.

(1999), p. 262]. La libéralisation des prix et les politiques de stabilisation sont bien réalisées mais se heurtent jusque dans les années 2000 à des phénomènes inertiels sur les prix (expliqués par des conflits de répartition, la persistance de monopoles). Encore aujourd'hui, la libéralisation des taux d'intérêt ne garantit en rien l'efficacité des politiques monétaires tant les moyens de refinancement des banques et des entreprises sont multiples en Europe de l'Est (autofinancement, coordination en réseaux, insuffisant durcissement de la contrainte budgétaire, économie informelle). Face à la très forte incertitude et aux menaces qui pèsent sur les acteurs dans le contexte du changement systémique postsocialiste, plus qu'à l'émergence d'une « économie de marché », on assiste à la formation de réseaux qui structurent les relations organisationnelles et acquièrent, pour certains, une dimension institutionnelle. Dans le cas de la Russie postsocialiste, les réseaux auraient favorisé « l'émergence de conventions locales spécifiques et, par conséquent, une fragmentation de l'espace socio-économique qui pourrait obérer la formation de représentations communes et d'un cadre institutionnel relativement cohérent et stable [Rizopoulos Y. (1999), p. 283]. Avec l'augmentation de la taille de l'économie informelle dans tous les pays d'Europe de l'Est (y compris ceux ayant adhéré à l'Union européenne), l'évasion fiscale est massive alors que des réformes fiscales ont partout été réalisées. Dans les années 1990, le chômage lui-même se distinguait de son interprétation standard dans la mesure où sa composante principale n'était pas conjoncturelle mais bien structurelle (liée aux sureffectifs présents dans les entreprises durant la période socialiste) et où les chômeurs avaient en général un, si ce n'est deux, emploi(s) officieux. Comme le remarquait déjà J. Sapir en 1990, « la période transitoire se caractérise donc par un affaiblissement, voire une perte des références auxquelles les acteurs étaient habitués et sur lesquelles ils s'appuyaient pour mettre en œuvre leurs comportements » [Sapir J. (1990), p. 8]. Finalement, W. Andreff propose une délimitation théorique et empirique claire du changement systémique à l'œuvre en Europe de l'Est : « la transition sera finie lorsque *toutes* les spécificités des EET (économies en transition), apparues pendant la transition, auront disparu », ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui [Andreff W. (2007), p. 209].

Quelles leçons les auteurs en faveur de la décroissance peuvent-ils retenir de ces formes historiques du changement systémique ? Tout phénomène de transition systémique (voulu ou subi) correspond à une mutation des formes institutionnelles (formelles et informelles) autant déterminée par les acteurs ayant le pouvoir de fixer les nouvelles règles (*path-shaping*) que par l'héritage du passé (*path-dependency*), des situations de « blocages » (*lock-in*) et de « trouvailles systémiques » pouvant apparaître. De ce point de vue, plusieurs approches contemporaines du changement pourraient constituer des outils précieux (et pour l'instant ignorés par les auteurs

français en faveur de la décroissance) pour penser la transition vers la décroissance : les théories du changement technique (David), l'économie institutionnaliste dans son ensemble avec ses différents courants (Schmoller, Veblen, Hamilton, Commons, Williamson), les approches organiques et pragmatiques du changement (Menger), les théories hétérodoxes de la transformation postsocialiste (Jessop & Hausner, Andreff, Magnin & Chavance, Nielsen) pour ne citer qu'elles.

Une interprétation contestable de la loi de l'entropie

La loi de l'entropie est utilisée par certains auteurs français en faveur de la décroissance pour invalider tout discours en faveur du développement durable : « aucun système économique ne peut survivre sans un apport continue d'énergie et de matière » [Georgescu-Roegen N. (1979), p. 182]. La fin est inéluctable donc, mais il y a, et c'est toute la subtilité de cette seconde loi de la thermodynamique, une incertitude quant à la survenue de cet état de dissipation totale de la matière. N. Georgescu-Roegen lui-même admet que ce n'est qu'« à long terme ou à l'échelle immense de la 'machine du monde' que la dissipation de matière atteint des proportions sensibles » [Georgescu-Roegen N. (1979), p. 177]. Ne peut-on pas alors considérer, à l'instar d'O. Godard, que « si l'impossibilité identifiée ne devait se manifester que dans 20 000 ans, serait-ce bien utile aux générations présentes, qui ont à penser et déterminer aujourd'hui leur action, de savoir qu'asymptotiquement l'idée de croissance devra être amendée dans plusieurs millénaires » [Godard (2005), p. 20]. Bien entendu, le terme « développement durable » est probablement mal choisi car rien ne saurait être durable sur Terre. Il en va d'ailleurs de même pour le terme « décroissance », car une décroissance sans fin n'a pas plus de sens : « L'erreur cruciale consiste à ne pas voir que non seulement la croissance, mais même un état de croissance zéro, voire un état décroissant qui ne tendrait pas à l'annihilation, ne saurait durer éternellement dans un environnement fini » [Georgescu-Roegen N. (1979), p. 126]. Notons au passage que N. Georgescu-Roegen lui-même maintenait très fermement la distinction entre croissance et développement.

Impacts des auteurs français en faveur de la décroissance

Du fait même de sa radicalité et des limites qui lui sont inhérentes, le discours français en faveur de la décroissance a un impact à peu près nul auprès des décideurs politiques en France. En revanche, les travaux des auteurs français en faveur de la décroissance contribuent, bien

malgré eux, à un renouveau du débat sur la notion de durabilité elle-même ainsi que sur la redéfinition des catégories de valeur et richesse.

Premièrement, les auteurs français en faveur de la décroissance, en replaçant au premier plan la contrainte écologique, contribuent au renouveau du débat sur la durabilité. La vision dite « faible » de la durabilité, tablant sur le progrès technique et la possibilité de substituer en permanence des machines aux éléments naturels détruits, est largement remise en cause au sein même des défenseurs du développement durable. L'écologie politique admet désormais que l'internalisation par le marché des externalités environnementales négatives (les pollutions par exemple) par le biais des taxes pollueur-payeur, des permis de polluer négociables, etc. n'est plus suffisante en soi pour intégrer pleinement les enjeux environnementaux. Les arguments en faveur de la décroissance ont fini par faire passer l'idée que toutes les croissances économiques ne sont pas bonnes à prendre. Émerge alors la notion de « décroissance sélective ». Selon cette dernière, pourtant décriée avec véhémence par les auteurs en faveur de la décroissance, il serait nécessaire d'organiser une décroissance ciblée sur les productions les plus nuisibles en termes environnementaux, à savoir celles de l'agriculture intensive, de l'armement, de la publicité, de la production chimique, de l'industrie de l'emballage, de l'industrie automobile, etc. L'avantage de pratiquer une telle « sélection » dans la décroissance consiste à épargner les productions répondant à des besoins sociaux ainsi que celles des pays les plus pauvres [ATTAC (2004)]. En ce sens, la croissance économique dans son ensemble n'est pas remise en cause par la notion de « décroissance sélective ».

Deuxièmement, la notion de décroissance contribue à questionner la notion de valeur des actifs environnementaux. En effet, dans une vision faible de la durabilité, il est nécessaire de connaître la « valeur » des ressources naturelles détruites afin de pouvoir les remplacer par un montant de capital technique équivalent. En ce sens, plusieurs méthodes d'évaluation de la valeur des actifs environnementaux ont progressivement été élaborées, faisant suite en général à des pollutions pétrolières de grande ampleur : méthode par le coût de remise en état des sites avec l'Amoco Cadiz (1978), la méthode dites des évaluations contingentes avec l'Exxon-Valdez (1989), la méthode du coût de déplacement ou de transport avec l'Erika (1999). Parallèlement à ces méthodes, une réflexion s'est engagée dans les années 2000 sur la notion de richesse avec l'idée que les indicateurs économiques (au premier lieu desquels le PIB) se devaient désormais d'intégrer des « qualités » et non plus seulement des « quantités ». Aux indicateurs composites (indices de développement humain, sexo-spécifique de développement humain) se sont alors ajoutés une multitude d'indicateurs corrigés (indices du bonheur, de bien-être, de bien-être économique durable). En 2009, la Commission dite Stiglitz a fait le point sur l'ensemble de ces

indicateurs en concluant qu'il devient désormais possible de mesurer le capital de manière plus qualitative en y intégrant de nouveaux facteurs de richesse [Stiglitz J., Sen A. & Fitoussi J.-P. (2009)].

Or, ces travaux (méthodes d'évaluation de la valeur des actifs naturels, indicateurs corrigés de richesse) ne font pas l'unanimité. En premier lieu, les méthodes présentent des biais tels qu'il est impossible de connaître la valeur des actifs environnementaux. Ces biais portent tant sur les procédures utilisées (omission d'effets externes, sous-estimation des coûts collectifs environnementaux) [Beumais O. & Chiroleu-Assouline M. (2002)], que sur les fondements (consentement à payer variables, limites d'ordre éthique) [Prieto M. & Slim A. (2009)]. En deuxième lieu, les indicateurs corrigés de richesse ne s'affranchissent pas du cadre théorique de l'économie orthodoxe. Autrement dit, la tentative de prise en compte de nouveaux facteurs de richesse, n'échappent pas à une logique marchande reposant sur « la perfection des marchés absente dans la réalité » [Stiglitz J., Sen A. & Fitoussi J.-P. (2009), p. 46]. Comme le souligne J. M. Harribey, si l'on considère le référentiel capitaliste comme obsolète, il conviendrait alors d'« inscrire la construction de nouveaux indicateurs dans un projet de dépassement de la logique de profit et de l'accumulation capitaliste » [Harribey J. M. (2010), p. 15] en commençant par borner l'espace marchand et favoriser les espaces non marchands et non monétaires. Et, précisément, les auteurs en faveur de la décroissance ne sont pas les seuls à porter un projet crédible. En témoigne le renouveau important du débat sur le rapport entre le marxisme et l'écologie (Skirbekk, Martinez-Alier, Altever, Leff, Harribay), c'est-à-dire sur la critique simultanée et liée des rapports sociaux et du productivisme remettant en cause le mythe du développement illimité des forces productives. Ce courant part du principe que « la crise sociale et la crise écologique sont les deux faces d'une même réalité » [Harribay J. M. (2001), p. 5] et qu'il est central d'établir une distinction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, ce que ne font ni les tenants d'une durabilité faible, ni ceux de la décroissance.

Conclusion

Les auteurs français en faveur de la décroissance ne proposent finalement pas une pensée ni unifiée, ni aboutie du fait de nombreux impensés qui en limitent finalement l'impact et la portée : impensés en matière de diversité des régimes de croissance et en matière de changement systémique pour ne citer que ceux-là. Ils n'amènent pas de discours critique nouveau sur les formes d'organisation sociale et productive de nos sociétés contemporaines. En ce sens, leurs approches s'inscrivent dans une tradition critique plus ancienne sur les méfaits du capitalisme :

critiques du productivisme, de la société industrielle, de la domination de la technique, de l'économisme, de l'épuisement accéléré des ressources naturelles, de la consommation effrénée, de l'effet rebond associé aux innovations, du mépris à l'encontre des travailleurs, etc. Toutefois, les auteurs français en faveur de la décroissance ouvrent des champs nouveaux de réflexion dont la simplicité volontaire, la relocalisation des activités, l'autoproduction et la valorisation des biens par l'usage. Or, ces champs nouveaux ne rentrent pas forcément en contradiction avec des grilles de lectures plus anciennes et relevant, quant-à-elles, du développement durable (économie collaborative, circulaire, du partage, de la fonctionnalité, etc.).

Bibliographie

- ALBERT M. [1991], *Capitalisme contre capitalisme*, Édition du Seuil, Paris.
- AMABLE B. [2005], *Les cinq capitalismes*, Édition du Seuil, Paris.
- ANDREFF W. [2007], *Economie de la transition, la transformation des économies planifiées en économie de marché*, Édition du Seuil, Paris.
- ARIES P. [2010], *Décroissance & gratuité. Moins de biens, plus de liens*, Édition Golias, Paris.
- ARIES P. [2007], « La dégradation du travail productif », *Entropia*, n°2, pp. 98-110.
- ARIES P. [2005], *Décroissance ou Barbarie*, Édition Golias, Paris.
- ATTAC [2004], *le développement durable a-t-il un avenir ?*, Édition Mille et une nuits, Paris.
- BAYON D., FLIPO F., SCHNEIDER F. [2012], *La décroissance*, Édition La Découverte, coll. « Poche », Paris.
- BEAUMAIS O., CHIROLEU-ASSOULINE M. [2002], *Économie de l'environnement*, Édition Bréal, Paris.
- BESSON-GIRARD J.-C. [2007], « décroissance et travail », *Entropia* n°2, pp. 2-6.
- BLAMONT J. [2004], *Introduction au siècle des menaces*, Édition Odile Jacob, Paris.
- BOURDEAU-LEPAGE L. et VIDAL R. [2012], « Nature urbaine en débat : à quelle demande sociale répond la nature en ville ? », *DEMETER 2013*, Automne, pp. 195-210.
- CHAVANCE B. [2007], *L'économie institutionnelle*, Édition La Découverte, coll. Repères, Paris.
- CHAVANCE B. & MAGNIN É. [2006], « L'émergence d'économies mixtes 'dépendantes du chemin' dans l'Europe centrale postsocialiste », in R. Delorme (ed.), *A l'Est du nouveau : changements institutionnels et transformations économiques*, Édition L'Harmattan, coll. Pays de l'Est, Paris.
- CHEYNET V. [2008], *Le choc de la décroissance*, Édition du Seuil, Paris.
- COCHET Y. [2005], *Pétrole apocalypse*, Édition Fayard, Paris.

- COMELIAU C. [2006], *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance et développement durable*, Édition du Seuil, coll. Economie humaine, Paris.
- COSSARD J. & HUSSON M. [2010], « Pourquoi la croissance n'est pas la solution », *France.attac.org*, n° 37, p. 1-3.
- DUVAL G. [2004], « La maison brûle... », *Alternatives Economiques* Hors-série N°63, pp. 3-8
- ELLUL J. [1988], *Le Bluff technologique*, Édition Hachette, Paris.
- ELLUL J. [1977], *Le système technicien*, Édition Calman-Lévy, Paris.
- ELLUL J. [1954], *La technique ou l'enjeu du siècle*, Édition Economica, Paris.
- FLIPO F. [2009], « Les racines conceptuelles de la décroissance », in B. Mylondo (ed.), *La décroissance économique : pour la soutenabilité écologique et l'équité sociales*, Édition du Croquant – Ecologica, Paris, pp. 19-32.
- FLIPO F. [2007], « Voyage dans la galaxie décroissante », *Mouvements*, vol. 2, n°50, pp. 143-151.
- GADREY J. & MANSOUX N. [2012], « Vers une société post-croissance ? », *La Revue du Projet*, n°14, pp. 8-10.
- GAIGNE C. [2011], « Urbanisation et durabilité des systèmes alimentaires », in Rapport du ALIne, *Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux*, Édition INRA-CIRAD, pp. 97-112.
- GEORGESCU-ROEGEN N. [1979], *La décroissance, entropie-écologie-économie*, Édition Le sang de la terre, Paris (édition de 2008).
- GEORGESCU-ROEGEN N. [1991], « Correspondance avec John Berry », *Décroissance* <<http://www.decroissance.org>> (consulté le 22/12/2014)
- GODARD O. [2005], « Le développement-durable, une chimère, une mystification », *Mouvements*, n°41, pp. 14-23.
- GORZ A. [2008], *Ecologica*, Édition Galilée, Paris.
- GORZ A. [2007], « Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », *Entropia*, n° 2, pp. 51-59
- GORZ A. [1991], *Capitalisme, socialisme, écologie. Désorientations, orientations*, Édition Galilée, Paris.
- GORZ A. [1988], *Métamorphoses du travail, Quête de sens*, Édition Galilée, Paris.
- GORZ A. [1978], *Écologie et Politique*, Édition du Seuil, Paris.
- HALL P. A. & SOSKICE D. W. [2001], “An Introduction to Varieties of Capitalism”, in P. A. Hall & D. W. Soskice (eds), *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Édition Oxford University Press, Oxford, pp. 1-68.
- HARRIBEY J. M. [2001], « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in J. Bidet & F. Kouvélakis (eds), *Dictionnaire Marx contemporain*, Édition PUF, Paris, pp. 183-200.

- HARRIBEY J. M. [2010], « Du travail à l'écologie pour penser l'après-capitalisme », *Actuel Marx*, n° 48, p. 166-177
- ILLITCH I. [1971], *Deschooling Society*, Harper & Row, New York.
- ILLITCH I. [1973a], *La convivialité (Conviviality)*, Seuil, Paris.
- ILLITCH I. [1973b], *Energie et équité (Energy and Equity)*, Seuil, Paris.
- JEVONS W. S. [1871], *Theory of political economy*, Édition Macmillan, Londres.
- KASTELINBOIGEN A. [1978], *Studies in Soviet Planning*, Édition M.E. Sharpe, coll. "White Plains", New-York.
- LAKATOS I. [1986], *Histoire et méthodologie des sciences*, Édition PUF, Paris (édition de 1994).
- LATOUCHE S. [2007], « Décroissance, plein emploi et sortie de la société travailliste », *Entropia*, n°2, pp. 11-23.
- LATOUCHE S. [2006], *Le pari de la décroissance*, Édition Fayard, Paris.
- LATOUCHE S. [2004], *La Mégamachine*, Édition La découverte-Mauss, Paris.
- LATOUCHE S. [2003a], *Décoloniser l'imaginaire*, Édition Parangon, Paris.
- LATOUCHE S. [2003b], « L'imposture du développement durable ou les habits neufs du développement », *Mondes en Développement*, vol. 31-2003/1, n°121, pp. 23-30.
- LAVIGNOTTE S. [2009], *La décroissance est-elle souhaitable ?*, Édition Textuel, Paris.
- MARTINEZ-ALIER J. [2011], « Justice environnementale et décroissance économique : l'alliance de deux mouvements », *Ecologie & politique*, vol. 1-2011, n°41, p. 125-141.
- MAGNIN É. [1999], « Propriété et crédit en Europe post-socialiste : les expériences hongroise et tchèque (1989-1998) », *Revue d'Étude comparative Est-Ouest*, vol. 30, n°2-3.
- MYLONDO B. [2009], *La décroissance économique : pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale*, Édition du Croquant – Ecologica, Paris.
- PERROT M. D. [2009], « Décroire pour décroître », *Passerellesud*, pp. 1-6, <<http://www.passerellesud.org>> (consulté le 16/01/2015)
- PERROT M. D., RIST G., SABELLI F. [1992], *La Mythologie programmée : l'économie des croyances dans la société moderne*, Édition PUF, coll. « Économie en liberté », Paris.
- POLANYI K. [1975], « L'économie en tant que procès institutionnalisé », in K. Polanyi & M. C. Arensberg (eds), *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Édition Larousse Université, Paris, pp. 239-260.
- POSTONE M. [2009], *Temps, travail et domination sociale*, Édition Mille et une nuits, Paris.
- PRIETO M. & SLIM A. [2009], « Évaluation des actifs environnementaux : quels prix pour quelles valeurs ? », *Management & Avenir*, n°28, pp. 20-38.
- RABHI M. [2011], *Pour une sobriété heureuse*, Édition Institut de la décroissance, Paris.

- RABHI M. [2002], *Du Sahara aux Cévennes. Itinéraire d'un home au service de la Terre-Mère*, Édition Albin Michel, coll. « Espaces libres », Paris.
- RAY H. & ANDERSON S. R. [2001], *L'émergence des Créatifs Culturels*, Édition Yves Michel, Paris.
- RIDOUX N. [2006], *La décroissance pour tous*, Édition Parangon, Paris.
- RIZOPOULOS Y. [1999], « Stratégies organisationnelles et réseaux post-socialistes en Russie », *Revue d'Étude comparative Est-Ouest*, vol. 30, n°2-3, pp. 283-302.
- SAGOT-DUVAUROUX J.-L. [2006], *De la gratuité*, Édition L'Eclat, Paris.
- SAPIR J. [1990], « Esquisse sur la transition », in J. Sapiro (ed.), *L'URSS au tournant, une économie en transition*, Edition L'Harmattan, coll. Pays de l'Est, Paris, pp. 7-10.
- STIGLITZ J., SEN A., FITOUSSI J.-P., *Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, [2009], <[http:// www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm](http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm) > (consulté le 18/01/2015).